

*Le Premier Ministre*

n° 5572/SG

Paris, le 1<sup>er</sup> février 2012

à

**Monsieur le ministre d'État,**

**Mesdames et messieurs les ministres**

**Mesdames et messieurs les secrétaires d'État,**

**Messieurs les préfets de région**

**Mesdames et messieurs les préfets de  
département**

**Monsieur le président de l'agence française  
pour les investissements internationaux**

**OBJET : Organisation de l'administration en mode projet pour l'accompagnement des investissements des entreprises.**

**PJ n°1 : Principaux domaines d'intervention dans l'accompagnement par l'administration d'un projet d'investissement**

**PJ n°2 : Missions du chef de projet pour la mise en œuvre des projets d'investissement**

La localisation en France des projets d'investissement internationalement mobiles représente un enjeu majeur pour le développement économique de notre pays. La réactivité de l'administration est essentielle pour faciliter la réalisation des projets d'investissement des entreprises.

La présente instruction précise l'organisation en « mode projet » qu'adopte l'administration pour répondre rapidement et de manière coordonnée aux demandes des investisseurs.

## **1. Organisation de l'administration en mode projet pour la localisation en France des projets internationalement mobiles**

Les investissements concernés sont ceux qui apparaissent « internationalement mobiles » parce que l'investisseur, français ou étranger, a le choix entre une implantation en France et une autre localisation. A l'initiative du préfet de région ou du président de l'agence française pour les investissements internationaux, l'administration s'organise en « mode projet » dès lors que l'investissement présente un caractère structurant pour l'économie nationale et territoriale (quartier général européen, centre de recherche-développement, unité de production importante ou à forte valeur ajoutée notamment).

L'objectif est de favoriser le choix d'un site en France, de garantir le bon déroulement des investissements et de conforter l'image de notre pays auprès des acteurs économiques.

### **1.1. au niveau central**

L'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) est l'interlocuteur privilégié de l'investisseur étranger pendant la phase de préparation et de présentation des offres territoriales conduisant, d'abord à la sélection de la France comme pays d'accueil possible, puis au choix définitif d'une localisation. Elle accomplit cette mission en coopération avec les organismes chargés de la promotion économique des territoires, notamment les agences régionales de développement. Dans cette phase, les services de l'Etat sont mobilisés en tant que de besoin pour fournir des informations utiles à l'investisseur, concernant notamment le cadre réglementaire, la politique industrielle et les aides potentielles (cf. les domaines mentionnés à l'annexe 1 de la circulaire).

### **1.2. au niveau territorial**

L'AFII informe les préfets de région concernés par les sites d'implantation possibles en France.

Si l'investisseur étranger arrête une liste restreinte de sites, les préfets de région concernés désignent un chef de projet au sein des services déconcentrés dans l'une des régions ou l'un des départements concernés de l'Etat, d'un niveau hiérarchique en adéquation avec l'importance du projet, et avec l'accord du préfet de département si l'intéressé est placé sous l'autorité de ce dernier. Le chef de projet a un rôle de facilitation et de coordination de l'ensemble des acteurs publics, afin de compléter l'offre territoriale transmise par l'AFII. Il associe les collectivités territoriales au traitement du dossier, pour les questions relevant de leurs compétences. Il ne se substitue pas aux interlocuteurs de l'administration responsables des aspects réglementaires, administratifs et financiers du dossier, mais s'assure, en lien avec l'AFII, que chaque service concerné est pleinement mobilisé.

Les principaux domaines dans lesquels une forte réactivité de l'administration est nécessaire figurent en annexe. Ils concernent notamment la fiscalité, les règles d'urbanisme, les réglementations particulières liées à l'activité économique concernée, notamment celles liées aux installations classées, les règles relatives à l'accueil de salariés étrangers, les aides publiques et la mobilisation du service public de l'emploi.

## **2. Organisation de l'administration en mode projet pour la réalisation des investissements**

### **2.1. L'organisation de l'administration en mode projet pour la mise en œuvre des investissements des entreprises concerne :**

- les projets internationalement mobiles mentionnés au point 1. Il est essentiel qu'une fois le lieu d'implantation du projet d'investissement décidé, l'administration continue à en assurer l'accompagnement par des actions coordonnées entre les différents services jusqu'à sa réalisation effective.
- tout projet d'investissement à caractère industriel de plus de cinq millions d'euros (même de portée locale, extensions comprises).

Pour ces projets, le préfet de département désigne au sein de l'administration un chef de projet chargé de coordonner les différentes procédures administratives nécessaires.

Le préfet de département désigne de manière générale le sous-préfet d'arrondissement territorialement compétent, conformément à la mission d'animation et de coordination de l'action territoriale des services de l'Etat confiée à ces autorités dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale de l'Etat. Le préfet de département lui même, le secrétaire général ou un directeur départemental des services de l'Etat pourront également occuper ce rôle.

Pour les projets d'investissement étranger mentionnés au point 1, le chef de projet chargé d'accompagner l'investissement dans la phase précédant la décision de localisation peut être également chargé du projet dans sa phase de mise en œuvre, s'il apparaît nécessaire d'assurer une continuité dans la relation entre l'investisseur et l'administration.

Le seuil de cinq millions d'euros peut être ajusté par le préfet de région, après consultation du comité de l'administration régionale, de manière à optimiser la charge de travail en fonction de l'intérêt économique et industriel des projets, et à atteindre un maximum d'une dizaine de projets suivis chaque année par chaque chef de projet.

- 2.2.** Le chef de projet doit avoir une vision transversale des différentes procédures s'appliquant au projet d'investissement et disposer, sous l'autorité du préfet de département, d'une capacité à animer et coordonner l'action des services de l'Etat. Il assure également la coordination avec l'ensemble des collectivités territoriales impliquées.

Sur la base des éléments indicatifs donnés en annexe, le chef de projet porte à la connaissance du porteur de projet l'ensemble des informations lui apparaissant pertinentes sur les procédures administratives applicables, et suit la bonne réalisation d'un calendrier prévisionnel initialement discuté avec l'investisseur. Les services de l'Etat rendent régulièrement compte au chef de projet de l'avancement des procédures dont ils ont la charge.

Les préfets assurent le suivi des différents indicateurs basés sur les délais d'instruction des procédures administratives nécessaires pour ces projets, notamment pour les demandes d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau.

### **3. Améliorer le dispositif de manière continue**

L'administration se tient à l'écoute des bénéficiaires de son action. A ce titre, le chef de projet peut adresser à l'investisseur un courrier de clôture à l'issue de la phase d'accompagnement, afin de rechercher des pistes de progrès.

A l'initiative des préfets de région, une synthèse des pistes de progrès est adressée régulièrement au directeur général de la compétitivité, de l'industrie et des services, au secrétaire général du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, au délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale et au président de l'AFII, ainsi qu'aux ministères concernés par ces pistes de progrès. L'AFII utilisera ces éléments afin de proposer annuellement au Gouvernement des mesures d'amélioration de l'environnement des affaires.



François FILLON

## ANNEXE 1

### **Accompagnement par l'administration d'un projet d'investissement**

La réalisation d'un projet d'investissement de grande ampleur impose la collecte de nombreuses informations. A cet égard, les questions suivantes méritent une attention particulière et elles peuvent nécessiter la mise en oeuvre de groupes de travail à l'initiative du chef de projet et, le cas échéant de l'AFII. René RICOL est par ailleurs chargé d'assurer, aux niveaux national et régional, la coordination des différents dispositifs de soutien aux entreprises.

#### **a) La fiscalité applicable au projet**

Le recensement, le montant ou le mode de calcul des taxes applicables au projet ainsi que les conditions dans lesquelles des exemptions ou des dégrèvements éventuels peuvent s'appliquer sont des informations primordiales. Il est essentiel que les services fiscaux coopèrent avec le chef de projet ou le cas échéant, avec l'AFII, pour rendre disponibles ces informations.

Les entreprises sont fondées à demander et à obtenir de la part de l'administration sous la forme d'un rescrit toute information préalable concernant les prélèvements fiscaux auxquels elles seront soumises. Depuis le début de cette année, un service d'accueil et d'information dédié aux entreprises non résidentes est installé auprès de la direction générale des finances publiques.

#### **b) Les règles d'urbanisme**

Afin de gagner du temps, l'instruction des permis de construire, ou leur pré-instruction, peut le cas échéant être menée de manière concomitante à la modification des documents d'urbanisme. Le permis de construire ne pourra bien sûr être délivré que sur la base du document opposable.

Les services compétents doivent se mobiliser pour fournir à l'investisseur un calendrier prévisionnel de la délivrance des diverses autorisations en fonction de la complexité de celles-ci (nécessité d'une enquête publique, participations à prévoir, accords des collectivités nécessaires, etc.).

#### **c) Les règles particulières aux installations classées**

L'investisseur doit être averti dès que possible de la soumission de son projet à une procédure liée au respect de la réglementation environnementale, et en particulier de celle relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas, il doit avoir accès à toute l'information utile pour préparer son dossier et disposer des meilleures chances de mener la procédure à bonne fin. Le préfet renseigne l'investisseur sur une date estimée de délivrance de l'autorisation d'exploiter. A cette fin, un calendrier prévisionnel doit être établi, prévoyant les phases d'instruction par les services de l'Etat ainsi que les différentes consultations.

#### **d) La réalisation d'équipements publics indispensables au projet**

L'implantation d'un projet impose parfois la réalisation d'infrastructures et d'équipements publics complémentaires (voies et réseaux divers avec création de giratoire par exemple, stations d'assainissement des eaux usées, etc.). Les besoins doivent être identifiés le plus en amont possible et les travaux envisagés en fonction des requêtes exprimées par l'investisseur. Souvent, l'autorité gestionnaire de la voie sur laquelle les travaux devront être réalisés est une

autorité différente de celle compétente pour délivrer le permis de construire. Ces autorités doivent travailler en synergie pour ne pas retarder la délivrance du permis de construire.

L'engagement de service prend la forme d'un échéancier des travaux qui est remis à l'investisseur avec la désignation d'un responsable. Le suivi des travaux est assuré par le responsable avec l'objectif de respecter les délais de réalisation. Le responsable informe le chef de projet des éventuelles difficultés rencontrées au cours des travaux. Le chef de projet met en oeuvre tous les moyens possibles pour éviter les retards.

#### e) Les aides publiques

La constitution d'une offre de cofinancement public implique de coordonner des services de l'Etat, ses éventuels agences ou opérateurs, et des collectivités territoriales. La coordination s'avère indispensable lorsque le montage comprend des aides nationales et locales, lorsque la validité de l'intervention des collectivités est subordonnée à une procédure communautaire ou à une autorisation du préfet<sup>1</sup> ou lorsque des fonds structurels européens sont sollicités.

Les financeurs publics, le chef de projet et, le cas échéant, l'AFII seront systématiquement associés. Les services fiscaux prêtent leur concours dès lors que des exemptions fiscales assimilables à des aides d'Etat sont envisagées.

L'administration respectera le délai d'un mois maximum pour adresser à l'investisseur qui en fait la demande la liste des aides auxquelles il peut prétendre. La décision définitive d'accompagnement financier pour les aides publiques dont l'Etat a la charge doit intervenir le plus rapidement possible à partir du dépôt du dossier complet par l'investisseur.

L'investisseur est informé de cette proposition définitive et des conditions qui s'y attachent au moyen d'un courrier adressé sous la signature, au nom et avec l'accord de tous les financeurs, du ministre concerné, du préfet, du président de l'AFII ou du responsable exécutif de la collectivité territoriale ou d'une agence de développement économique.

L'AFII apporte son concours à l'investisseur étranger dans la phase de préparation des dossiers de demande de soutien public en termes, notamment, d'information, de facilitation des contacts avec les acteurs publics et de suivi de l'avancement des dossiers.

Les services centraux des ministères et du secrétariat général des affaires européennes sont chargés de s'assurer de la compatibilité des montages financiers avec le droit communautaire. Ils prépareront, le cas échéant, la notification à la Commission européenne au titre du droit de la concurrence. Les préfetures sont chargées des notifications relatives à l'usage des fonds structurels.

Les services de la DIRECCTE ont un rôle prépondérant à jouer pour mettre en valeur l'environnement économique local (par exemple les partenariats dans le cadre des pôles de compétitivité).

---

<sup>1</sup> Par exemple, en vertu de l'article L 1511-5 CGCT

#### f) La mobilisation du service public de l'emploi

Le chef de projet demande la mobilisation des services publics chargés de l'emploi dès lors que les informations sur le projet paraissent le justifier.

L'offre de service porte notamment sur l'ingénierie, le conseil, l'analyse des besoins de recrutement de l'entreprise, les formations préparatoires, la construction et la coordination de partenariats ainsi que toutes autres mesures visant à préparer les personnes aux emplois proposés.

Les services de la DIRECCTE peuvent fournir toute information pertinente sur les procédures relatives au droit du travail et apporter leur expertise tant pour faciliter les démarches en matière d'emploi.

#### g) L'accueil des expatriés étrangers et de leur famille

Faciliter l'accueil des dirigeants et salariés étrangers est un facteur clé de succès pour l'implantation d'un investissement international. Le chef de projet, en liaison avec l'AFII, doit veiller à ce que les procédures relatives à l'immigration économique des dirigeants et cadres étrangers soient conduites de manière efficiente.

Le chef de projet et l'AFII mobilisent les services de l'Etat et les collectivités territoriales pour offrir des solutions satisfaisantes en matière de logement d'accueil des familles et d'offre scolaire.

Les collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction octroient des aides pour faciliter le logement des familles des salariés, expatriés comme non expatriés.

Lorsque la tension sur le marché local du logement le justifie, le chef de projet favorise la signature d'une convention avec l'un de ces collecteurs, permettant de bénéficier de ses services, notamment de la réservation de logements locatifs dès la mise en exploitation du nouveau site sur la base d'une estimation anticipée de la contribution de la société à la participation des employeurs à l'effort de construction et d'un engagement à verser cette contribution au collecteur concerné.

#### h) Autres domaines

La liste des domaines où la mobilisation de l'administration est particulièrement attendue n'est pas exhaustive. D'autres sujets comme la mobilisation de la douane économique, l'application des réglementations sectorielles, la recherche de partenariats avec des laboratoires publics pour mener des projets de recherche-développement, font également partie intégrante de l'offre de service de l'administration.

## ANNEXE 2

### **Missions du chef de projet pour la mise en œuvre des projets d'investissements**

Une fois l'investissement localisé, le chef de projet doit, dès qu'il est désigné, présider une première réunion avec l'investisseur et les services de l'Etat concernés. Il invitera à participer à cette réunion les collectivités territoriales concernées dans la mesure où elles peuvent être directement impliquées dans certaines de ces procédures (urbanisme, aides financières, formation professionnelle,...). Le chef de projet aura un quadruple objectif :

- obtenir du porteur de projet une description de son projet et de ses attentes, de façon à permettre à chacune des administrations concernées de se positionner le plus précisément possible ;
- faire l'inventaire des procédures que doit réaliser le porteur de projet ;
- débattre avec l'investisseur, en liaison avec les collectivités et établissements publics concernés, d'un planning global, toutes procédures confondues, dans lequel apparaîtront clairement les obligations du porteur de projet, et les temps de réponse indicatifs des différents services concernés (le travail en temps masqué et la réalisation des procédures en parallèle seront privilégiés) ;
- porter à la connaissance du porteur de projet toute information apparaissant utile pour le bon accomplissement des procédures auxquelles il est soumis. Les écueils à éviter lui seront rappelés, ainsi que les éventuelles insuffisances de son projet qui auront été détectées à ce stade. Les services de l'Etat pourront ainsi conseiller le porteur de projet sur l'identification des parties prenantes extérieures qu'il pourra utilement consulter préalablement au dépôt du dossier. Sera rappelée la possibilité pour le porteur de projet, s'il s'agit d'un projet soumis à étude d'impact, de solliciter de l'Etat un cadrage préalable du contenu de cette étude d'impact comme prévu à l'art L 122-1-2 du Code de l'environnement.

A l'issue de cette réunion, le chef de projet préside à l'élaboration d'un calendrier prévisionnel précis, énumérant l'ensemble des procédures réglementaires, précisant pour chacune de ces procédures les étapes-clés (recevabilité du dossier, enquête publique, réunion des commissions consultatives, décision,...). Ce calendrier prévisionnel est adressé au porteur du projet et à chacun des services et collectivités impliqués dans les procédures.

L'objectif de ce calendrier n'est pas de réduire de manière uniforme les délais, dont certains sont nécessaires pour procéder à une instruction et une concertation de qualité. Il est de pouvoir indiquer des délais réalistes, compétitifs au regard d'une analyse comparative internationale, et de les respecter. Ce calendrier privilégiera le regroupement des différentes procédures administratives. Il est ainsi rappelé que les dispositions introduites à l'art L 123-6 du Code de l'environnement par la loi portant engagement national pour l'environnement permettent d'organiser une enquête publique unique couvrant l'ensemble des procédures applicables à un projet.



Le planning prévisionnel sera mis en place sur le système d'information territorial de la préfecture de façon à être accessible à chacun des services de l'Etat et permettre ainsi de suivre de manière dématérialisée et permanente la bonne réalisation des étapes. Cet état d'avancement sera communiqué au porteur de projet.

Après la tenue de la réunion de lancement, les services de l'Etat concernés désignent chacun au chef de projet un référent en leur sein. A un rythme régulier, ces référents indiquent au chef de projet si les procédures qui les concernent se déroulent conformément au calendrier entériné avec l'investisseur.

Si ce n'est pas le cas, ou si une difficulté apparaît, le chef de projet convoque, en tant que de besoin, une nouvelle réunion avec l'investisseur et le service de l'Etat concerné, et clarifie si besoin les attentes de l'administration auprès de l'investisseur. Le planning prévisionnel est alors éventuellement révisé. Le chef de projet cherche à régler tout point de désaccord entre le porteur de projet et l'administration ou entre différents services de l'administration. Au besoin, il propose au préfet les arbitrages nécessaires en temps utile.